



ARRETE N° 2022-A-DGA FMN-078

en date du **09 DEC. 2022**

portant déport
de Madame Florence HARRIS
Conseillère Départementale

RENDU EXECUTOIRE LE

- 9 DEC. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2131-11,

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 2,

VU le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 6,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection du Président du Conseil Départemental,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de la Commission Permanente du Conseil Départemental,

VU l'arrêté n°2022-A-DGA FMN-030 en date du 29 juin 2022 portant déport de Madame Florence HARRIS, Conseillère Départementale,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Madame Florence HARRIS en sa qualité de Conseillère Départementale, n'exerce aucune compétence et ne pourra prendre part à aucun débat, aucune décision ou aucune délibération, qu'il s'agisse de sa préparation, de son instruction par les agents départementaux, de sa présentation ou de son vote, concernant toute affaire relative à :

- l'Agence Régionale de Santé (ARS) Nouvelle-Aquitaine.
- l'Association des ami(e)s de l'Humanité de la Vienne,
- l'Union Départementale des Syndicats CGT de la Vienne.

ARTICLE 2 :

Lorsqu'une décision concernant l'une des associations ou l'un des organismes mentionnés à l'article 1 est soumise au vote du Conseil Départemental ou de sa Commission Permanente, Madame Florence HARRIS s'abstient d'exercer ses compétences ; elle ne peut donner aucune instruction aux autres membres du Conseil Départemental.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

Il abroge l'arrêté n°2022-A-DGAFMN-030 en date du 29 juin 2022 portant déport de Madame Florence HARRIS, Conseillère Départementale,

ARTICLE 4 :

Le Président du Conseil Départemental et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr, transmis au Représentant de l'Etat dans le Département et à la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique, et notifié à l'intéressée.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Fait à Poitiers, **09 DEC. 2022**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON